

France Éducation International : une reprise "très rapide" après "l'arrêt total et brutal" lié à la crise (P-F. Mourier)

France Éducation international (FEI, ex-CIEP) est désormais "un acteur majeur à l'échelle mondiale" dans le domaine des certifications, "le cœur de son modèle économique", estime son directeur Pierre-François Mourier, interrogé par AEF info en mars 2021. L'opérateur, qui a délivré 730 000 certifications en 2019, devrait doubler ce chiffre en 2022 "malgré les effets de la pandémie". Si la crise a "freiné" l'élan de FEI et conduit à "l'arrêt total et brutal des sessions d'examens, tests et diplômes" dans la plupart des pays, "la reprise a été très rapide" permettant à l'établissement de "subir des pertes moins élevées que prévu". Ayant fait évoluer ses universités d'été et d'hiver vers le numérique, l'opérateur souhaite désormais "construire une offre globale de formations en présence, hybrides" ou à distance : l'avenir est "à l'hybridation", assure son directeur.



France Education international se mobilise dans la perspective de la présidence française de l'Union européenne, au 1er semestre 2022, indique son directeur général, Pierre-François Mourier. Droits réservés – DR

AEF info : Vous venez d'être renouvelé dans vos fonctions de directeur général de France Éducation International ([lire sur AEF info](#)). Cela coïncide avec le mi-parcours du contrat d'objectifs et de performance 2019-2022 de l'opérateur que vous avez signé ([lire sur AEF info](#)). Quel bilan tirez-vous de cette première partie de mise en œuvre du contrat ?

Pierre-François Mourier : Dans le domaine des certifications, cœur du "modèle économique" de France Éducation international (FEI), nous sommes désormais un acteur majeur à l'échelle mondiale. Nous sommes présents dans plus de 170 pays. En 2019, nous avons délivré environ 730 000 certifications, tests et diplômes confondus, contre 600 000 deux ans auparavant et nous visons près de 1,5 million de tests et diplômes en 2022, malgré les effets de la pandémie.

En outre, cette progression peut être constatée dans la plupart de nos autres domaines d'expertise. Ainsi, nous sommes de plus en plus présents dans la coopération en éducation. Avant la pandémie, 2020 s'annonçait comme une année exceptionnelle : notre portefeuille de projets a été multiplié par plus de trois en moins de quatre ans. Ces projets, remportés en majorité sur appels d'offres, donc face à une concurrence très vive, représentent des acquis considérables, à l'heure où l'opérateur s'est donné pour objectif d'augmenter encore son autofinancement ([lire sur AEF info](#)).

FEI contribue régulièrement à des projets financés par le Fonds de solidarité pour les projets innovants, les sociétés civiles, la francophonie et le développement humain (FSPI). C'est un outil du MEAE, au service de l'aide au développement et de notre politique d'influence, pour le compte duquel nous gérons de nombreux projets FSPI en Afrique, en Amérique latine, dans les Balkans.

Nous nous développons aussi dans l'enseignement supérieur avec d'importants projets comme le campus franco-sénégalais et le projet ADESFA (Appui au développement de l'enseignement supérieur français en Afrique), qui relève de la coopération bilatérale entre universités françaises et universités africaines.

"Nos développements comportent des projets où nous n'étions pas nécessairement attendus"

Nos développements comportent également des projets où nous n'étions pas nécessairement attendus : nous mettons ainsi en œuvre un test francophone "APPRENDRE Ev@lang" avec l'AUF sur financement AFD. Il est destiné aux professeurs africains, qu'ils soient professeurs de français ou en français dans les disciplines non linguistiques. Les professeurs des 26 pays de la zone concernée pourront objectiver leur maîtrise de la langue française à partir du test, disponible entièrement sur smartphone pour

l'entraînement. Sur cette base, nous pourrions mettre en place des actions de remédiation : améliorer la maîtrise du français est l'un des grands enjeux des années qui viennent, en termes de nombre d'enseignants et de qualité de l'enseignement.

AEF info : Le numérique est l'un des grands axes stratégiques du COP 2022 de FEI. Quelles sont vos avancées à cet égard ?

Pierre-François Mourier : Nous avons mis en ligne une plateforme de formation à distance, FEI+, avec une centaine d'heures de modules de formation. Elle est alimentée à partir de nos spécialités (la formation des enseignants en français langue étrangère) et ouverte – c'est l'expression de notre caractère d'opérateur-ensemblier des actions internationales du MENJS ([lire sur AEF info](#)) – à d'autres acteurs : l'AEFE, RFI, TV5 Monde, notamment.

Aussi, nous avons créé un laboratoire numérique de l'éducation, avec la DNE de notre ministère, qui fait la promotion du numérique éducatif français ([lire sur AEF info](#)). Cette action, nouvelle pour nous, permet de mettre en valeur ce qui se fait de mieux dans notre pays en matière d'"EdTech", dans le domaine public ou privé ([lire sur AEF info](#)).

AEF info : Dans quelle mesure la crise sanitaire a-t-elle modifié vos activités ?

Pierre-François Mourier : Elle a évidemment freiné notre élan et nous a par exemple obligés à arrêter nos missions à l'étranger et depuis l'étranger, avec l'accueil de délégations. Alors que nous faisons habituellement 1 000 missions à l'étranger par an, nous avons dû en accomplir une cinquantaine en 2020, sur les trois premiers mois de l'année.

Autre impact : l'arrêt total et brutal des sessions d'examens, tests et diplômes, début 2020 dans la plupart des pays, à commencer par la Chine qui est un grand pays de certification pour nous. Cela a généré une perte d'activité mais la reprise a été très rapide, ce qui a permis à l'établissement de subir des pertes moins élevées que prévu l'an dernier, et nos perspectives pour 2021 me rendent optimiste ([lire sur AEF info](#)).

Le télétravail a été généralisé tandis que la charge de travail s'est plutôt accrue, y compris au cœur de la pandémie. Par exemple, l'activité de reconnaissance des diplômes étrangers (FEI abritant le centre ENIC NARIC France) a continué à augmenter, comme elle le fait depuis quelques années. Autre illustration : les équipes en charge du Label Qualité FLE, dont FEI

assure la gestion pour trois tutelles, ont été également mobilisées en continu depuis le début de la crise. De même, des milliers d'assistants de langue français ont pu rejoindre les établissements scolaires cette année, malgré notre crainte, au printemps 2020, de devoir mettre en pause ce programme.

"Dès 2022, nous serons prêts pour que les 865 000 élèves de classe de 3e puissent évaluer leur niveau d'anglais" avec Ev@lang collègue

Enfin, alors que nous avons mené à la fin de l'an dernier l'expérimentation de notre test de positionnement en anglais, Ev@lang collègue, la fermeture des établissements scolaires début avril 2021 nous empêche de procéder, comme cela était prévu, à sa généralisation ([lire sur AEF info](#)). Dès 2022, nous serons prêts pour que les 865 000 élèves de classe de 3e puissent évaluer leur niveau d'anglais avec ce dispositif, conçu comme une aide pour les enseignants.

La crise a donc eu un impact considérable sur notre établissement, qui vit par et pour l'international et la mobilité. Tout n'est pas négatif : elle a été aussi un accélérateur d'innovation et d'expérimentation.

AEF info : C'est-à-dire ?

Pierre-François Mourier : À la place de l'université d'été de français langue étrangère, le BELC, qui rassemble traditionnellement en "présentiel" 450 à 500 acteurs du français dans le monde (formateurs, enseignants, cadres...) chaque année à Nantes, nous avons créé un campus numérique, entièrement gratuit. Il a réuni, en juillet 2020, près de 25 000 participants dont presque 19 000 du continent africain. Beaucoup d'entre eux n'auraient sans doute pas pu faire le déplacement en France. C'est considérable.

Lors du BELC d'hiver entièrement numérique qui vient de s'achever, nos experts ont formé 250 enseignants et cadres éducatifs, en classes virtuelles, ou par modules tutorés. Notre programme cherche à toucher l'ensemble de nos publics, en prenant en compte les fuseaux horaires et les accès à la connectivité de chacun. Le numérique n'est pas la panacée mais il rencontre le succès : nous avons eu très peu de perte de participants en ligne.

En 2020, nous avons également dû annuler les manifestations prévues pour célébrer les 75 ans de la création de notre établissement. Aussi, nous avons

organisé une série de webinaires en décembre dernier, qui présentaient nos principaux champs d'activité. 2 200 personnes, de 87 pays, ont participé à ces cinq conférences en ligne. Cette couverture géographique souligne l'intérêt pour nos activités au niveau mondial.

La pandémie a aussi enraciné des processus internes déjà en cours de développement, tels que la généralisation du télétravail, certes contraint. Il faudra en tirer toutes les conséquences, notamment pour conserver un véritable collectif de travail, à l'issue de la crise. Et nos chantiers pour faire de FEI un établissement modèle pour le développement durable ont continué à progresser.

AEF info : La passation de tests fait partie de vos principales activités. Dans quelle mesure ces tests peuvent se dérouler à distance ?

Pierre-François Mourier : Certains, comme le TCF SO ("sur ordinateur"), se passent déjà sur ordinateur, de façon entièrement dématérialisée, mais encore en présentiel, notamment pour des questions de surveillance des sessions et en raison de leur caractère certifiant. Ces certifications s'inscrivent dans des projets de vie à fort enjeu comme l'admission dans un établissement d'enseignement supérieur ou l'accès à la nationalité française.

"Nous expérimentons, avec des entreprises françaises, des solutions [...] de télésurveillance afin de permettre à terme aux utilisateurs de les passer à distance."

Nous expérimentons, avec des entreprises françaises, des solutions dites de "proctoring" ou télésurveillance afin de permettre à terme aux utilisateurs de les passer à distance. La lutte contre la fraude est très importante, mais un équilibre doit être trouvé entre garantir la qualité de la délivrance, le respect de l'équité de traitement des candidats et la protection des données personnelles. L'enjeu est de taille : il s'agit pour notre pays, à l'international, de faire face à la concurrence accrue des grandes structures évaluatives en place, mais aussi de nouveaux acteurs issus du monde de l'internet. La bataille mondiale de l'évaluation et de la certification ne fait que commencer, de son issue dépendra le maintien de la souveraineté diplômante de notre pays.

AEF info : Quelles seront vos priorités pour les prochains mois ?

Pierre-François Mourier : Au-delà de ceux déjà évoqués plus haut, notamment Ev@lang, qui pourrait connaître de nouvelles déclinaisons, en français et en langues étrangères, plusieurs chantiers nous mobilisent. Grâce à l'intelligence artificielle, nous cherchons à développer une solution automatisée d'assistance à la correction d'épreuves écrites en langue française : le projet de FEI de 1 million d'euros sera financé à hauteur de 30 % par le FTAP en 2021-2023 ([lire sur AEF info](#)).

Nous construisons une offre globale de formations en présence, hybrides ou entièrement à distance (campus numériques) pour atteindre des publics plus nombreux (enseignants de FLE, cadres du réseau culturel, formateurs en France) et mieux accompagner les enseignants dans la production de ressources pédagogiques en ligne. L'avenir n'est ni au tout présentiel, ni au tout distanciel, mais à l'hybridation.

Enfin, après l'accueil du G7 Éducation ([lire sur AEF info](#)) et du bureau de la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (Confemen) en 2019 ([lire sur AEF info](#)), FEI se mobilise d'ores et déjà aux côtés du MENJS afin de contribuer à la réussite de la présidence française du Conseil de l'Union européenne qui se tiendra au premier semestre 2022.

<https://www.aefinfo.fr/depeche/649868>